

PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE - OCTOBRE 2021 | JANVIER 2022

Belgique-België
P 407015
1040 Bruxelles 4
1/4167

Phylactère

LE MAGAZINE DU CJC



DOSSIER - ENVIRONNEMENT ET INNOVATIONS

L'environnement, au coeur de l'action

RETOUR À L'ESSENTIEL - CJC // MAGMA, DE LA
NAISSANCE À LA RECONNAISSANCE // JEC ET BE LARP :
UN FORUM COLLABORATIF // GRATTE A FÊTÉ SES 35
ANS!



Conseil
de la **Jeunesse**
Catholique

4

Focus CJC

Retour à l'essentiel.

12

Dossier

L'environnement, au coeur de l'action.

23

Portrait

Michaël Damman,
Coordinateur du RCR.

26

Bons tuyaux

Formations, campagnes et outils
pédagogiques conseillés par la
rédaction.

6

Focus membres

Trois reportages au cœur des organisations
membres du CJC : Magma, Gratte, JEC et
BE Larp.

22

Parole à l'équipe

À distance, mais ensemble.

24

Parole aux membres

Gouvernance partagée, voyager vers une
nouvelle culture d'équipe - Le Tilt
Les patronné-e s en route pour le Congrès
2022 - Le Patro.

Edito

Haut les cœurs en 2022 !

Le Conseil de la Jeunesse Catholique et ses 25 associations de jeunesse membres vous souhaitent une année 2022 mobilisatrice, enthousiasmante, régénératrice, captivante. Une année où les jeunes occupent une place décisive dans la définition et la mise en œuvre d'un projet de société durable, solidaire et ambitieux !

On le sait, les deux années culturelles précédentes n'ont pas été simples du fait de la pandémie, néanmoins la jeunesse s'est adaptée sans se résigner, elle a été déterminée et a fait preuve de créativité pour accomplir ses projets. Encore une fois, la jeunesse a été un modèle à suivre.

Et pourtant, on ne le répètera jamais assez, les jeunes doivent faire l'objet de la plus grande attention. Plus que jamais, la santé des jeunes, leur développement, leur émancipation doivent faire l'objet de mesures importantes de prévention et d'accompagnement.

Dans cette perspective préventive et émancipatrice, le travail d'éducation permanente réalisé par les associations qui œuvrent au quotidien pour la jeunesse et par la jeunesse est fondamental. L'accès aux loisirs pour toutes et tous doit rester une priorité.

Afin de bien commencer cette nouvelle année, vous trouverez dans ce Phylactère de nombreuses pistes et initiatives en rapport avec l'écologie et le développement durable. Après avoir exploré l'écologie pour toutes et tous et les changements climatiques, la série entamée en 2021 dans le Phylactère se clôture par différentes pistes pour agir en mettant l'environnement au cœur de l'action.

La jeunesse s'est adaptée sans se résigner, elle a été déterminée et a fait preuve de créativité pour accomplir ses projets.

Je vous souhaite une très belle et durable année 2022 !

Joris Fakroune
Secrétaire Général CJC

Retour à l'essentiel

Un ami nous disait récemment qu'à ses yeux un travail idéal devait associer des missions intéressantes, un salaire adapté et une vie de bureau agréable. Il est clair que ce troisième aspect revêt une importance toute particulière depuis le début de la crise sanitaire, puisqu'au contraire des deux autres, nous en avons été privé-e s pendant un bon bout de temps lorsque nous avons tous et toutes été confiné-es à la maison.

Passé le constat des avantages à travailler depuis son chez soi, les inconvénients commencent vite à se faire sentir. Travailler à la maison, c'est d'abord courir le risque de ne pas bénéficier d'infrastructures et d'espaces de travail adaptés aux missions attribuées. Mais au-delà des problèmes matériels occasionnés par l'irruption du télétravail dans nos vies, ce sont surtout des problèmes relationnels que ce télétravail a engendrés, des problèmes de bien-être au travail.

La rupture avec les employeurs n'a pas été totale, heureusement. Dans un sens, les échanges se sont même intensifiés grâce aux technologies actuelles, notamment les mails et les visioconférences. Mais ces outils se sont avérés insuffisants à bien des égards. D'une part parce que la lassitude des échanges en virtuel et leur imperfection ont rapidement succédé à leur découverte. D'autre part parce que ces outils ne comblaient pas la distance sociale (et pas celle d'un mètre cinquante) s'installant petit à petit entre le travailleur ou la travailleuse, ses collègues et son travail.

Avec cette distance s'installait également un certain désinvestissement. L'absence de contact réel et le manque d'émulation ont souvent obscurci le sens que nous mettions derrière nos emplois, voire provoqué une démotivation vis-à-vis de ces emplois. L'arrivée compliquée des nouveaux et nouvelles collègues a été symptomatique de cette distance, leur rendant plus ardue la tâche de s'emparer d'un contexte professionnel et sectoriel et des missions à mener.



À cela s'ajoutait la perspective peu intéressante de travailler seul-e chez soi, sans pouvoir rencontrer ses collègues en partageant avec eux les moments informels inhérents à la vie professionnelle.

Dans le cas de certains et certaines, cette réduction du lien social au travail équivalait à une réduction drastique du lien social tout court. Et ces situations peuvent s'avérer très difficile à vivre, non seulement en termes de relation au travail, mais également en termes de santé mentale. C'est pourquoi il nous tenait à cœur de traiter aujourd'hui de ce qui est mis en place au sein du CJC pour favoriser des relations sociales saines et agréables au sein de notre espace professionnel.

Le retour au présentiel a permis de renouer avec certaines habitudes essentielles : passer dire bonjour dans les bureaux, prendre des repas entre collègues, des discussions improvisées dans les couloirs ou encore des réunions en présence les un-es des autres. Pourtant, après des mois de télétravail, il peut être difficile de reprendre ses repères, voire de prendre ses repères pour les collègues qui sont arrivé-es pendant la crise.

Pour préparer ce retour en présentiel, les équipes du CJC ont été invitées à participer à un groupe de travail (GT). Ensemble, les participant-es ont réfléchi à ce que l'on pouvait mettre en place pour améliorer le bien-être dans les bureaux. Parmi les améliorations proposées, le CJC a ouvert une salle « Cozy ». Cette salle, a été décorée avec des photos d'équipe, est équipée d'une nouvelle machine à café et dispose d'un canapé et

d'une petite table basse. Comme son nom l'indique, la salle Cozy est un lieu convivial, où des personnes qui n'occupent pas les mêmes bureaux peuvent se croiser et échanger autour d'un café.

Avant la mise en place du télétravail imposé, l'équipe du CJC prenait le temps de passer du temps de qualité hors des bureaux. Il est clair que ces derniers mois ont pu impacter le sentiment d'isolement de certain-es, mais ils ont également entravé le sentiment d'appartenance à une organisation. Lorsque les mesures l'ont permis, le CJC a repris ses bonnes habitudes, invitant son équipe à troquer les locaux habituels contre des réunions à l'extérieur, s'accompagnant d'un petit-déjeuner ensemble. Ces moments permettent de reconstruire la cohésion des équipes, indispensable au bon fonctionnement de l'organisation. Celle-ci a un lien indéfectible avec notre productivité et notre créativité. L'équipe du CJC a également décidé de s'organiser des moments informels en dehors des heures de travail, comme des soirées jeux de société, ou une balade au marché de Noël.

Il y a mille et une façon de renforcer la cohésion d'équipe, et le bien-être des travailleurs et travailleuses. Pour aller plus loin, Emmeline Leman, chargée de projet Bien-être, vous alimente via la newsletter Bien-être, n'hésitez pas à envoyer un mail à info@cjc.be si vous n'êtes pas encore inscrit-e !

Victor Valet et Estelle Namur
CJC

Magma, de la naissance à la reconnaissance

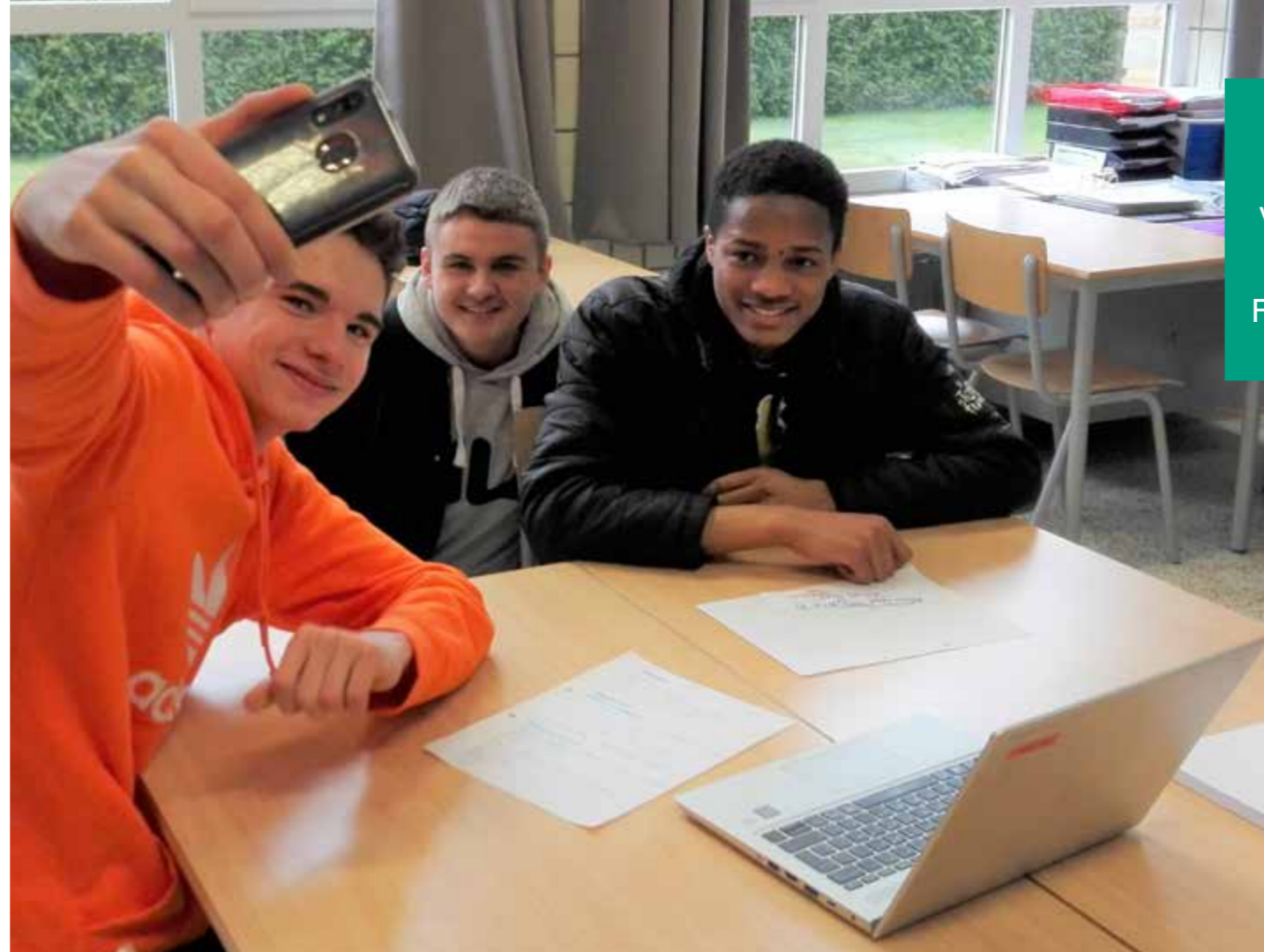
Cela fera bientôt quelques mois maintenant que Magma asbl a obtenu sa reconnaissance en tant qu'Organisation de Jeunesse. Un long chemin parcouru depuis la naissance de Magma asbl, parsemé de belles victoires. Retours sur l'évolution de l'organisation et ses multiples reconnaissances avec une interview d'Amandine Kech, coordinatrice de Magma asbl.

Naissance de Magma asbl

Magma est née d'un petit groupe de jeunes issu-es de Justice & Paix et de BePax. Les jeunes volontaires souhaitaient insuffler une nouvelle dynamique et créer un espace de paroles pour les jeunes sur les thématiques qui étaient travaillées à l'époque par BePax et Justice&Paix. Une formation « Journalisme citoyen et interculturelité » a vu le jour sous cette impulsion. Cette formation a connu un franc succès et est venue l'idée de lancer quelque chose de plus durable. L'association a vu le jour dans ce contexte en 2012, après le dépôt des statuts. Les premières activités de Magma se sont centrées assez rapidement sur le récit et le recueil de témoignages. L'impact grandissant des activités de l'association auprès des jeunes et leur envie de s'impliquer davantage ont poussé les porteurs et porteuses de projets à chercher un écho dans le cadre du décret des Organisations de Jeunesse, se rendant compte que l'association apportait elle aussi une plus-value à la formation de jeunes 'CRACS'. C'est sur cette lancée que Magma a contacté le CJC pour être accompagnée vers plus de reconnaissance décréte.

Le développement de l'association

L'association a pris son envol grâce au journalisme citoyen et à la presse écrite. Son essor s'est surtout cristallisé autour des activités de sensibilisation dont notamment « racisme : comprendre et réagir » avec de nouveaux partenariats comme l'asbl Bamko et le projet « afroféminisme in progress ».



« Aujourd'hui, nous sommes fier-es de voir notre magazine être diffusé sur l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles. »

Un troisième étape-clé a été la reconnaissance du secteur, du CJC et de la CCOJ, confirmant le potentiel de Magma à pouvoir prétendre au statut d'Organisation de Jeunesse. Être reconnu par ses pairs est une dynamique essentielle au sein du secteur. La validation du projet par l'Inspection de la FWB a été une étape cruciale et décisive pour Magma, qui a ensuite obtenu la reconnaissance ministérielle. Cependant, il lui aura fallu attendre qu'une ligne budgétaire soit ouverte pour rendre cette reconnaissance décréte effective.

La reconnaissance en tant qu'Organisation de Jeunesse

Les grands avantages de cette reconnaissance sont de pouvoir consolider l'ensemble des actions et des activités proposées par Magma, notamment grâce au subventionnement qui a permis l'engagement d'une permanente à temps plein. Ce poste permettra aussi le déploiement de nouvelles activités portées par les jeunes volontaires de l'association. Avoir accès à cette ligne budgétaire pendant quatre années impacte positivement l'ensemble de l'organisation, car cela lui permet aujourd'hui de se projeter en toute sécurité sur du long terme et de rediriger son énergie au cœur de l'action et de sa qualité, plutôt que dans la recherche permanente de subsides ponctuels.

Les nouveaux projets

Cette reconnaissance décréte permettra de développer de nouveaux projets sur de nouveaux supports. Amandine nous offre un premier scoop : « Après avoir investi les réseaux et différentes formes d'expression écrite, nous allons développer le format vidéo, notamment sur smartphone. »

*Propos de Amandine Kech
recueillis par Ludovic Emmada
CJC*

L'association s'est ensuite ouverte aux écoles pour se faire connaître au travers de différentes animations. En 2017, un gros projet vidéo a vu le jour en partenariat avec le pôle jeunesse de Molenbeek, les JOC de Charleroi et le Miroir Vagabond. Le projet « Happy Identity » a donné à Magma et ses jeunes la visibilité qu'elles et ils méritaient.

« En tant qu'association, nous avons appris à fonctionner dans une logique de partenariat et de subsides ponctuels. De la création au lancement de ces grands projets, la route n'a pas toujours été simple et facile. La course aux subsides rendait souvent les projets précaires et les jeunes enthousiastes insécures. »

Le rayonnement de l'association

Investir les réseaux sociaux pour du journalisme citoyen écrit était une solution peu onéreuse. Cependant, l'envie de créer un magazine en format papier était bel et bien là.

La diffusion du magazine aux maisons de jeunes et ensuite aux écoles secondaires de Bruxelles a favorisé le rayonnement de l'association. L'espoir était de susciter chez les jeunes à qui la vitrine papier était offerte, l'envie d'écrire comme les jeunes porteurs et porteuses du projet initial de Magma.

Des hauts et des bas

La course aux appels à projet n'a pas été facile. Puis, suite à un appel à projet, le CJC a mutualisé deux postes de permanentes avec Magma asbl, ce qui a permis de mieux soutenir les activités naissantes. Il a fallu faire preuve de créativité pour développer l'ensemble de ces activités. L'une des autres difficultés liées au cadre décréte était de pouvoir toucher des jeunes issus d'au moins trois zones géographiques différentes. Afin d'atteindre cet objectif, l'association a collaboré avec des artistes, des journalistes, des maisons de jeunes, des technicien-nés de l'image et des écoles en vue de mobiliser des jeunes sur d'autres zones que Bruxelles.

Une reconnaissance en plusieurs étapes

La première des reconnaissances, sans doute l'une des plus essentielles, a été celle des jeunes : l'extension des activités a permis de toucher plus de 500 jeunes par an. La diffusion élargie du magazine papier a offert en un deuxième temps autant de visibilité que de reconnaissance au sein du secteur et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

JEC et BE Larp : un Forum collaboratif

La prochaine édition du Forum Participatif de Jeune Et Citoyen sera placée sous le signe de la collaboration avec une autre association membre du CJC : BE Larp. Que peut-on attendre de cette rencontre ? Et comment les associations envisagent-elles leur collaboration ? Les deux associations ont livré à l'équipe du Phylactère leur ressenti et leur manière de voir les choses.

Pouvez-vous expliquer en quoi consistera le Forum Participatif ?

JEC : Le Forum Participatif, c'est l'événement annuel de JEC co-organisé avec les volontaires de l'association. Destiné aux délégué-es du secondaire et aux adultes-ressources (adultes qui soutiennent les jeunes dans leurs espaces participatifs), celui-ci accueille en moyenne une centaine de participant-es. Cet événement indispensable au projet de JEC n'a pas pu avoir lieu en 2019, en 2020 ni en 2021. Néanmoins, la prochaine édition est en route !

Pour ce Forum, le thème choisi est celui de la crise vue comme un levier d'action positif. Afin de faire du Forum un réel espace de rencontres et de retrouvailles, et afin de faire de la crise liée à la pandémie quelque chose de réflexif, nous avons décidé de proposer un jeu de rôle en collaboration avec BE Larp dans la matinée. L'après-midi quant à elle est destinée à différents ateliers présentant des outils créés par JEC.

À quoi ressemblera l'activité prise en charge par Be Larp au sein de cet événement ?

BE Larp s'occupera de la création et de l'animation d'une activité de jeu de rôle grandeur nature lors du Forum. Ce GN devrait permettre à chacun-e de reprendre contact physiquement avec les autres, de passer un bon moment ensemble et de pouvoir s'amuser à vivre une aventure en lien avec le thème général du Forum. Il s'agira globalement d'une matinée ludique, brise-glace, amorçant une réflexion que les participant-es pourront poursuivre dans les autres ateliers développés durant le Forum.

Qu'est-ce qui a motivé l'idée d'une collaboration entre vos deux associations ?

Le fait d'avoir déjà pu observer BE larp sur de nombreuses activités communes, mais également l'ambition pour les deux associations de faire un événement en relation avec la résilience et le partage.

Quelle plus-value voyez-vous dans le fait d'intégrer l'univers du GN au Forum Participatif ?

Le GN est un outil ludique et pédagogique. Il permet à ses participant-es de s'amuser tout en développant certaines compétences et d'amorcer une réflexion sur divers sujets de société. Ce sera également une nouveauté pour les jeunes de la JEC qui ne connaissent pas forcément le monde du GN.



Quels avantages avez-vous identifiés dans le fait de collaborer sur ce projet ?

BE Larp : Travailler avec une autre Organisation de Jeunesse est toujours enrichissant car nous pouvons nous confronter à différentes réalités de terrain et rencontrer d'autres personnes. Nous sommes heureux et heureuses de pouvoir apporter notre participation au Forum de JEC et nous espérons qu'ils et elles apprécieront l'expérience autant que nous.

JEC : Proposer à notre public des activités que nous ne réalisons pas nous-mêmes est quelque chose de positif. Nous voyons aussi un avantage dans le fait de pouvoir être formé-es par BE Larp à l'animation du jeu de rôle, ce qui est toujours enrichissant pour notre équipe et ses compétences propres.

Aviez-vous déjà collaboré avec d'autres associations membres du CJC auparavant ?

JEC : Oui, avec Jagora dans le cadre d'un projet initié par les jeunes : la réalisation d'une exposition. Avec le Patro et les Guides dans le cadre de journées citoyennes. Avec le SIAJ, dans le cadre d'un projet du SeGEC où l'on a interrogé des élèves sur leur vision d'une école idéale. Enfin, avec ACMJ dans la réalisation d'un court métrage et d'un outil pédagogique sur la délégation d'élèves.

BE Larp : Nous avons déjà travaillé avec d'autres membres du CJC dans des projets similaires (l'une ou l'autre journée avec le Patro ou en partenariat avec Kaleo par exemple).

Est-ce que vous souhaiteriez établir davantage de partenariats ?

BE Larp : Travailler ensemble sur un projet commun est attractif et formateur. Il nous permet d'exercer notre passion tout en la partageant avec d'autres. Cela demande toutefois plus de temps comme pour n'importe quelle collaboration mais le jeu en vaut très souvent la chandelle.

JEC : Pouvoir s'enrichir du travail et des compétences d'une autre asbl est toujours une plus-value tant sur le plan professionnel qu'humain. Nous pourrions envisager davantage de partenariats sur différents projets, par exemple goodvibes...

Propos de Fatima Amkouy et Benjamin Anciaux
recueillis par Emilie Quenon
CJC

Gratte a fêté ses 35 ans !

Le 17 octobre 2021, Gratte célébrait ses 35 ans. L'occasion pour l'équipe du Phylactère d'inviter son actuelle directrice, Marilyn, à dresser une rétrospective de l'association et à partager ses perspectives futures.

Gratte à ses débuts, ça donnait quoi ?

Le projet qui est à l'origine de « Gratte » est né dans les années 60, au moment où Alain et Catherine Roba sont tombés amoureux du hameau en ruine de Gratte, en Ardèche.

Friand-es de retour aux sources sur le plan matériel, social et spirituel, il et elle ont décidé de restaurer le village de Gratte en inscrivant dans son projet social l'accès de ses activités à des jeunes en situation de handicap mental. Rencontres Européennes à Gratte (R.E.G), fédéré par le Conseil de la Jeunesse Catholique et soutenu par la Communauté française, était né. En 1968, une réflexion nouvelle interroge la manière d'intégrer en milieu ouvert des profils de personnes plus fragilisées placées dans des institutions. Une étude sociologique avait révélé que dans des milieux où des personnes font le choix de vivre avec des personnes « différentes », on peut accueillir jusqu'à une proportion d'une personne plus fragile sur trois. Toute la philosophie de Gratte s'appuie sur ce concept fondamental : « Gratte » ne propose pas des activités de loisirs pour des personnes en situation de handicap mental, mais des activités de loisirs auxquelles ces personnes peuvent accéder. On ne change pas le programme parce que des jeunes plus fragiles y participent, on fait tout pour qu'ils et elles y participent, comme les autres.

Au bout d'une vingtaine d'années, R.E.G avait vieilli et celles et ceux qui avaient porté vaillamment le projet étaient parti-es. La Communauté Française fut très claire : « si vous ne tournez pas la page avec le village et le passé, nous vous coupons définitivement vos subsides ». Ce fut un moment déchirant mais l'histoire a révélé par la suite que repartir à zéro fut le bon choix : le projet n'a plus jamais perdu de sa vitalité depuis lors. Grâce au soutien de jeunes disposant d'un solide réseau d'amis engagés, le premier permanent de Gratte, Hubert van Ruymbeke, mit en place le nouveau Service de Jeunesse qui a gardé uniquement « Gratte » dans son patronyme. Ne disposant plus du village, il fallut à l'association ouvrir de nouvelles destinations. Son amour de l'aventure les a amenés à traverser le Sahara, descendre le Nil, partir à la découverte de tigres en Inde, escalader le Mont Toubkal, et explorer bien d'autres lieux.



Aujourd'hui, l'association a franchi le cap de 35 ans : quelles sont ses perspectives pour les prochaines années ?

Nous visons toujours plus d'inclusion et de mixité sociale. Plus d'inclusion dans les instances décisionnelles par exemple. Que ce soit dans nos comités d'idées, instances composées de jeunes qui accompagnent nos équipes d'animations sur nos trois antennes, ou même dans l'organe d'administration. Et plus de mixité sociale pour permettre une plus grande ouverture du projet d'inclusion, que toutes les couches sociales puissent être sensibilisées à l'inclusion.



Nous visons également une plus grande visibilité, déjà bien entamée avec la diffusion de notre documentaire Aito Harmonia relatant l'aventure humaine inclusive qu'a vécu un groupe de douze personnes en Laponie. Parler de Gratte et témoigner des expériences vécues participera à une meilleure inclusion des personnes en situation de handicap dans la société. Et enfin, nous entamons notre transition écologique pour pérenniser nos actions de façon consciente et respectueuse de notre environnement.

Comment voyez-vous l'association lorsque celle-ci fêtera ses 50 ans ?

Je la vois toujours très active et déployée sur de nouvelles antennes car bien entendu nous serons financés à hauteur de ce que promet le décret OJ ! Je la vois avec un réseau solide de partenaires actifs en Belgique et à l'étranger, qui œuvrent tous et toutes pour une société plus inclusive. Gratte sera aussi devenue une association durable. Notre transition écologique aura été un succès et nous pourrions assurer un avenir serein pour nos membres tout en préservant notre planète.

Que peut-on vous souhaiter pour la suite ?

Que la vision de Gratte à 50 ans devienne réalité ! Que la société soit devenue plus tolérante et inclusive !

Propos de Marilyn Liénart
recueillis par Emilie Quenon
CJC

Que retenir de l'événement anniversaire de Gratte ?

- Il s'agit du premier événement propre à Gratte depuis un an et demi. Il nous a donc permis de nous retrouver et pour certain-es de se rencontrer pour la première fois en réel.
- De très ancien-nés membres de Gratte ont participé à l'événement et la rencontre entre ces ancien-nés et les membres actuel-les a été riche. Les motivations et la philosophie restent intactes.
- On y a projeté pour la première fois au sein de Gratte notre documentaire « [Aito Harmonia](#) », relatant l'aventure humaine de douze jeunes membres en Laponie.
- La programmation musicale a été pensée pour permettre également l'inclusion en y intégrant un jeune en situation de handicap mental (DJ Peter Harvey).

La finance et son impact insoupçonné

En 2021, le CJC a décidé de consacrer les dossiers du Phylactère à l'écologie et au développement durable. Après avoir exploré l'écologie pour toutes et tous et les changements climatiques, cette série se clôture par différentes pistes pour agir en mettant l'environnement au cœur de l'action.

Savez-vous quel est le facteur qui alourdit le plus votre bilan carbone ? Et si celui-ci n'était pas celui que vous pensiez ? En effet, vous avez probablement calculé votre empreinte directe : logement, moyen de transport, alimentation... Pourtant, il se pourrait bien que votre première source d'émission de CO2 soit indirecte : votre argent.

En effet, l'argent placé en banque est utilisé bien souvent sans notre concertation, et sert à financer des activités émettrices de gaz à effet de serre comme des projets liés à l'industrie de l'énergie fossile. L'empreinte carbone des plus grandes banques françaises représenterait près de huit fois les émissions de gaz à effet de serre de la France selon un rapport d'Oxfam France . Ils ont d'ailleurs créé un simulateur d'empreinte carbone de votre compte bancaire, vous permettant de vous rendre compte de l'impact de celui-ci . Les banques participent donc activement au réchauffement climatique. Cependant, elles pourraient également être un puissant levier pour la transition écologique et soutenir activement les activités ayant des impacts sociétaux positifs.

Il est à noter qu'il existe une multitude de finances durables :

- La finance durable qui « privilégie les opérations financières qui prennent en compte des critères extra-financiers qu'on appelle les critères ESG : environnementaux, sociaux et de gouvernance. Ces critères regroupent l'analyse des impacts des activités des entreprises en matière d'émissions de carbone, de la protection de la biodiversité, de gestion des déchets, etc. ; des impacts sociétaux ; et l'ensemble des règles qui régissent la manière dont les entreprises sont contrôlées et dirigées. » ;
- La finance éthique qui se veut en accord avec les valeurs de l'épargnant-e. Elle est donc propre à chacun-e ;
- La finance verte qui favorise la transition énergétique.
- La finance inclusive qui propose des services financiers abordables à toutes et tous, et donc également aux plus démunis-es souvent exclus-es des circuits financiers traditionnels ;
- La finance solidaire qui prend ses ressources essentiellement auprès du grand public via des produits d'épargne et qui finance des entreprises de l'économie sociale et solidaire.



Des banques durables commencent à voir le jour, comme New B ou encore Triodos. Elles restent néanmoins marginales et les banques traditionnelles n'ont pas d'obligation de changer leurs pratiques. En attendant que les États prennent leurs responsabilités et imposent une transition écologique dans le monde de la finance, la sensibilisation de chaque citoyen-ne est essentielle, afin de prendre conscience de l'importance de son épargne et le rôle qu'elle peut jouer pour un monde plus équitable. Des acteurs comme la Financité permettent de s'informer sur la finance responsable et solidaire en Belgique et d'avoir un regard critique sur l'offre actuelle.

Estelle Namur
CJC

Comment s'informer sur la finance responsable et solidaire en Belgique ?

Financité mène des recherches, développe des savoirs, accompagne des professionnels, conseille des organisations en matière de recherche de financements solidaires, recherche et met au point des produits et services financiers innovants.

Elle organise des formations à destination des professionnels (clauses sociales dans les marchés publics, investissement socialement responsable...) ainsi que des consultations sur les monnaies complémentaires et pour les coopératives et ASBL.

Elle répond également à des appels d'offre pour des études spécifiques dans le domaine de l'investissement socialement responsable, la lutte contre le surendettement, l'inclusion financière, ...

Pour finir, elle organise une multitude d'animations, d'ateliers, de ciné-débats... sur la finance responsable et solidaire à destination de tout-e citoyen-ne intéressé-e.

Les éco-conseiller·es, guides sur le chemin du changement éco-responsable

Une des raisons d'être de l'Institut d'Éco-Conseil, c'est d'accompagner différentes structures dans leur volonté de faire évoluer leurs pratiques vers plus de respect de l'environnement. C'est dans cette optique que nous avons rencontré Augustin Joiris, directeur de l'Institut, qui vient nous en dire un peu plus sur ce que fait cet Institut.



Bonjour Augustin, pouvez-vous nous expliquer comment est né l'Institut d'Éco-Conseil et ce qu'il est aujourd'hui ?

L'Institut est né en 1989. À cette époque, la Belgique s'engage via des accords internationaux à intégrer le développement durable dans les politiques locales. Les grands concepts de l'écologie et les premières politiques nationales commencent alors à émerger, mais il y a des problèmes de traduction en actions de terrain concrètes. L'Institut d'Éco-conseil est donc fondé pour pallier ce problème en formant des éco-conseiller·es. Ces spécialistes joueront le rôle de courroie de transmission entre les politiques nationales et leur opérationnalisation sur le terrain. Le point de départ et leitmotiv de l'institut est donc : « Penser global, agir local ». La formation des éco-conseiller·es dure un an et permet le développement d'une expertise à travers la rencontre de pair·es, expérimenté·es ou en cours d'apprentissage, et d'autre part la conduite d'un projet environnemental sur leur lieu de travail.

Depuis ses débuts, l'Institut d'Éco-Conseil a un rôle d'accompagnateur et de formateur, mais aussi de mise en place d'un réseau. Il est important qu'un·e éco-conseiller·e qui débarque dans un contexte donné ne se retrouve pas livré à lui ou elle-même, mais puisse être dirigé·e vers d'autres ayant travaillé sur des problématiques similaires.

En quoi consiste le travail d'éco-conseiller·e ? Quelles sont leurs spécialités et leur manière de travailler ?

Aux origines, les éco-conseiller·es avaient surtout un bagage technique de gestionnaire environnementaux. Mais chemin faisant, la considération pour l'humain dans les dynamiques environnementales a drastiquement augmenté. L'idée derrière ce changement de paradigme est que si ce sont les êtres humains qui ont causé le problème, ils peuvent également en être la solution.

En parallèle d'une expertise en gestion environnementale, les éco-conseiller·es se sont donc construit·es une expertise en accompagnement au changement. Ils sont désormais rompus aux exercices de vulgarisation, de participation citoyenne, de processus démocratiques, d'intelligence collective, de dynamiques sociales, etc.

Leur rôle est d'aider les organisations qui leur font appel à identifier les leviers qu'elles pourraient activer pour faire évoluer leurs pratiques, puis à agir de manière concrète pour une société plus respectueuse de l'environnement. Ils et elles n'arrivent pas avec des solutions clé sur porte, mais travaillent avec tous les protagonistes d'un contexte donné pour faire émerger la problématique et les solutions qui permettraient d'y répondre durablement.

Quelles formations organisées par l'Institut peuvent être utiles pour les associations de jeunesse dans leurs préoccupations environnementales ?

Les possibilités d'interactions sont donc variées. Parmi les principales on peut citer la possibilité de former des éco-conseillers au sein des équipes de volontaires ou d'employé·es des associations de jeunesse, qui porteraient eux-mêmes des projets de changement des pratiques. Autre possibilité : l'accompagnement au changement avec la prise en compte de la gouvernance interne, animation de groupes de travail, ou le suivi d'une personne ou d'un groupe porteur d'un projet environnemental au sein d'une association.

Au-delà des formations d'éco-conseiller·es et de l'accompagnement au changement, on a un projet en cours d'élaboration. Il s'appellera Académie de la Transition et sera dirigé, entre autres, vers un public associatif. Il s'agira de petites formations ponctuelles permettant d'agir dans le cadre de projets associatifs. Par exemple, pour développer des séjours dont l'intendance s'inscrirait dans une logique locale et éco-responsable.

De plus, l'Institut d'Éco-Conseil a un fonctionnement et une idéologie qui sont proches de ceux des Organisations de Jeunesse. On a d'ailleurs une reconnaissance dans le cadre de l'éducation permanente. Pour nous, c'est ce qui se passe sur le terrain qui compte le plus. L'idée qui sous-tend nos missions est de redonner aux gens un sentiment de compétence et de les aider à modifier le fonctionnement de leur association.

Par quoi voudriez-vous conclure ?

Je dirais que chacun·e, personnes et institutions, ont pour responsabilité d'identifier ce qui chez eux génère le plus de nuisances environnementales et de mettre en œuvre des actions qui ont un impact réel là-dessus. Beaucoup se tournent vers l'Institut en ayant envie d'agir mais en ne sachant pas comment. Nous avons l'ambition de renforcer leur capacité à agir pour un monde plus juste, plus vert et plus solidaire. Notre rêve, c'est celui de collectivités qui savent comment agir pour prendre en main leur futur, et qui agissent en conséquence.

*Propos de Augustin Joiris
recueillis par Victor Valet
CJC*



Impacts du numérique : Outils et pistes de réflexion

Aujourd'hui, l'industrie de l'informatique serait responsable de 3 à 5 % des gaz à effets de serre mondiaux et le numérique représenterait 10 % de la consommation électrique finale humaine. L'utilisation des outils numériques et d'Internet, loin d'être immatérielle, impacte également l'environnement par la consommation des matières premières qu'elle induit et la production de déchets qu'elle génère. Le volume « d'équipements utilisateurs » (ordinateurs portables, smartphones, montres connectées, etc.) utilisés actuellement, estimé à 40 milliards, a un poids environnemental et social considérable, et constitue une véritable problématique en soi.

Prendre connaissance de ces chiffres et prendre conscience des problématiques qui gravitent autour de ces chiffres est un premier pas pour toute personne ou toute organisation souhaitant avoir des pratiques numériques plus responsables. Pour ce faire, ces organisations peuvent se tourner vers des structures expertes sur le sujet – et vers leurs ressources – parmi lesquelles on compte l'Institut Belge du Numérique Responsable (ISIT-BE).

Qu'est-ce que l'ISIT-BE ?

L'Institut Belge du Numérique Responsable est une asbl belge dont l'objectif principal est d'aider les entreprises et les organisations à réduire l'empreinte environnementale et sociale de leurs services et usages informatiques. Créée en 2020 sur le modèle de son équivalent français, l'ISIT voit ses actions guidées par les trois dimensions du développement durable (environnementale, sociale et économique), l'idée étant notamment que les organisations repensent leurs activités pour être économiquement viables, et en fonction des enjeux sociaux et climatiques d'urgence, entre autres.

Pour atteindre ses objectifs, l'Institut favorise les échanges et le partage de connaissances, et promeut de meilleures pratiques. Il aide également les acteurs sociaux, institutionnels, économiques et le grand public à comprendre et à s'approprier les valeurs du « Sustainable IT ». Mais encore, il identifie et communique sur les expériences pratiques, les outils et les nouveautés pour agir concrètement. L'Institut développe donc une étroite coopération interdisciplinaire entre acteurs de la vie civile, de l'économie sociale et solidaire, enseignant-es, chercheurs, chercheuses, acteurs publics, privés et associatifs.



Des outils pour questionner ses pratiques

Parmi les outils mis à disposition et partagés par l'Institut, le *Référentiel Green-IT : les 65 bonnes pratiques-clés* hiérarchise les bonnes pratiques pour augmenter l'efficacité des actions « Numérique Responsable » à mettre en œuvre, ce qui permet aussi aux organisations qui souhaitent se questionner, d'évaluer où elles se situent en termes de « Numérique responsable » et d'identifier les domaines de progrès prioritaires.

Pour interroger plus spécifiquement les pratiques d'achats, l'Institut partage un Guide pratique pour des achats numériques responsables, et pour aider à appréhender les enjeux environnementaux, éthiques et d'inclusion du numérique, l'ISIT met encore à disposition un MOOC sur le Numérique Responsable. Enfin, l'Institut recommande la lecture de l'ouvrage « La face cachée du numérique » de l'ADEME, un guide pratico-pratique pour les particuliers.



Quelques conseils avant de se lancer

Aux organisations qui souhaitent mettre en place une vraie réflexion, l'ISIT recommande de garder en tête quelques grands principes.

D'abord, puisque la grande majorité de l'empreinte environnementale d'un smartphone (ou de tout autre équipement utilisateur) vient de sa production, l'effort devra d'abord être fait sur l'équipement : en limitant le nombre d'appareils électroniques, en augmentant leur durée de vie, en achetant des produits de bonne qualité, que l'on peut réparer, en achetant du matériel reconditionné et en donnant une deuxième ou troisième vie aux équipements dont on n'a plus l'usage. De plus, certaines pratiques permettent de moins solliciter les batteries et donc in fine d'augmenter la durée de vie des appareils électroniques.

Au niveau de l'utilisation, l'enjeu sera de réduire sa consommation de données, et pour les organisations de réduire aussi la production de données, en particulier les vidéos. La croissance exponentielle des données produites et stockées nécessite d'augmenter continuellement la capacité des centres de données et leur nombre, et l'augmentation de la quantité de données transmises requiert toujours plus de capacité réseau. La vidéo représentant à elle seule 80 % du trafic de données mondiales, limiter sa consommation de streaming vidéo et réduire la définition des vidéos regardées font partie des recommandations prioritaires de l'Institut en termes d'usage.

Enfin, l'Institut recommande de naviguer de manière responsable et sécurisée, et prône de ne pas oublier l'impact des mails et des autres données qui circulent.

Pour plus d'infos, consulter le site de l'Institut : <https://isit-be.org/> (contact : contact@isit-be.org).

Emilie Quenon

CJC

Une animation au sein de votre association ? Contactez écoconso !

Écoconso encourage des comportements et des modes de consommation respectueux de l'environnement et de la santé. La réduction de son empreinte numérique est donc l'une des nombreuses thématiques sur lesquelles écoconso travaille. De manière très concrète, l'asbl met à disposition du grand public des informations sur l'intérêt et les possibilités d'éco-consommer, et preste également des services d'accompagnement.

En matière de numérique, écoconso propose sur son site un dossier intitulé « Comment réduire son empreinte numérique » qui récapitule conseils et bonnes pratiques dans ce domaine, et l'asbl peut également proposer une animation au sein d'organisations qui souhaiteraient se mettre en réflexion sur le sujet. Toutes les infos sont disponibles sur le site www.ecoconso.be.

Empreintes, l'environnement et la précarité

Les collaborations entre acteurs du secteur jeunesse, ou avec le secteur associatif en général, sont légions, et le CJC est convaincu de leur pertinence et de leur richesse. C'est pourquoi il nous a semblé tout naturel, lors de la construction de ce dossier, d'aller frapper à la porte d'une association qui travaille les questions environnementales dans le cadre de son agrément d'Organisation de Jeunesse, mais pas uniquement. Nous avons donc rencontré Mathieu, directeur d'Empreintes.



Bonjour Mathieu, pouvez-vous nous présenter Empreintes ?

Empreintes est une Organisation de Jeunesse depuis quarante ans. À ce titre elle forme des CRACS ; chez nous on les appelle même Éco-CRACS. Notre but est de permettre aux jeunes, mais aussi aux adultes avec qui on travaille, de développer leur lien à la nature, leurs connaissances sur l'environnement et les alternatives aux modes de vie actuels qu'ils pourraient trouver et porter. Le but est qu'ils et elles soient acteurs de leur engagement pour l'environnement.

Pouvez-vous m'en dire un peu plus sur le projet Éco-Watchers ?

En marge de ses actions d'OJ, Empreintes est en charge du Centre Régional d'Initiation à l'Environnement de Namur. Le projet Éco-Watchers rentre dans cette attribution et est mené en collaboration avec des associations ou des institutions travaillant dans le milieu de l'aide sociale.

Depuis 2008, nous organisons des parcours d'un an avec des personnes en situation de précarité qui fréquentent ces associations et institutions partenaires. Avec ce projet, nous voulons les aider à reprendre le contrôle sur les questions énergétiques posées par leur logement, et notamment celle de la facture d'énergies. Pour atteindre ce but, Empreintes et les participant-es se réunissent une douzaine de fois par an autour de diverses thématiques qui touchent au logement. Les animateurs et animatrices d'Empreintes s'occupent du relationnel et de la gestion de groupe, ils essaient de ne jamais amener du savoir pur de manière frontale, de telle manière que chaque participant-e puisse développer un savoir de manière active et sur le mode du partage de savoirs. Les rencontres fonctionnent principalement par l'expérience. On y mène de petites expériences qui permettent, par exemple, de se rendre compte du volume d'eau qu'on consomme ou du pouvoir isolant des matériaux.

Une de nos exigences est que nos partenaires ne puissent contraindre personne à participer à nos animations, qu'elles restent strictement volontaires. Une certaine importance est également donnée à la convivialité. Cet aspect collectif est important car il permet de travailler sur le lien social, dont les participant-es sont parfois privé-es. Cela a des effets bénéfiques en termes de bien être mais aussi d'engagement des participant-es dans leurs initiatives.

En plus du collectif, un suivi individuel est mis en place par le partenaire, qui accompagne le ou la participant-e autour de la gestion du temps ou du suivi administratif, par exemple. Les partenaires débloquent aussi souvent un petit montant pour les participant-es qui voudraient faire des petits travaux. Enfin, un mini-audit énergétique est mené dans le logement des participant-es qui le souhaitent, afin d'identifier les problématiques vécues par chacun-e.



Comment les personnes que vous rencontrez dans le cadre de ce projet vivent-elles les questions d'écologie ?

D'abord, on constate que les mesures qui s'inscrivent dans l'écologie politique s'adressent uniquement à la classe moyenne. La société n'a pas de discours qui s'adresse aux personnes en situation de précarité. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de conscience environnementale au sein de ces classes. Une des premières choses qu'Empreintes dit aux groupes, c'est que nous ne sommes pas là pour les pointer du doigt et leur dire qu'ils et elles doivent réduire leur empreinte carbone. Notre objectif est de leur donner des capacités d'action sur leur confort de vie et sur la gestion de leur facture énergétique. C'est valorisant pour eux de pouvoir échanger sur leurs expériences et de trouver ensemble des pistes d'amélioration de leur quotidien.

Quels messages voudriez-vous passer aux autres OJ qui voudraient travailler la thématique « écologie et précarité » ?

Le plus important dans le travail avec des personnes en situation de précarité, c'est de garder en tête que chacun et chacune a des connaissances et des expériences qui lui sont propres, et que c'est une richesse. C'est porteur d'un point de vue pédagogique, mais en plus ça permet de valoriser les individus. Dans cette optique, c'est aussi très important de travailler collectivement.

Chez Empreintes, on a une offre pédagogique qui existe et qui est à la disposition d'éventuels partenaires qui voudraient être appuyés sur la dimension environnementale. On travaille notamment avec d'autres OJ, dans le cadre des BACV, pour former des animateurs et animatrices à organiser des camps et séjours avec une plus grande attention à l'environnement. On mène aussi des partenariats avec des MJ qui organisent des séjours en immersion dans la nature, avec l'intégration d'une réflexion sur les modes de consommation actuels et leur impact environnemental.

*Propos de Mathieu Le Clef
recueillis par Victor Valet
CJC*

L'éducation formelle et non formelle au service de l'environnement

Les objectifs liés aux défis de préservation environnementale et de développement durable génèrent aujourd'hui de nombreuses activités scientifiques, politiques ou sociétales reflétant les problématiques environnementales. Avec la crise et les nouvelles priorités liées aux ODD¹, l'environnement devient un secteur de plus en plus porteur pour la formation et l'emploi. Face à cette innovation sociale, l'éducation formelle et non formelle se sont orientées vers des formations « à impact environnemental ».

Enseignement secondaire : Les techniques de qualification à orientation environnementale

Le mot du prof – entrevue avec Emmanuel Petrella, professeur à l'Institut de la Sainte-Famille d'Helmet de Schaerbeek.

Dans un contexte de valorisation du qualifiant et de conscientisation aux enjeux environnementaux, l'option qualifiante « Technicien-ne en environnement » fête aujourd'hui ses dix ans. La demande de la société, la volonté politique, l'expertise au sein de l'école et son contexte géographique ont permis de lancer cette option à l'époque innovante, sur base d'un modèle pérenne avec pour laboratoire principal la réserve naturelle du Moeraske. Nous sommes l'une des rares écoles bruxelloises à proposer cette option qualifiante. Nos élèves acquièrent une autonomie grâce à la gestion collective de projets et une capacité réflexive sur diverses problématiques environnementales proches de leurs réalités (dépollution des sols, gestion de l'eau, etc.). Nous leur apprenons aussi la résilience, car ce n'est pas toujours facile de rester positifs quand nos élèves touchent à la systémique des problèmes environnementaux. Depuis quelques temps, nous nous engageons vers une « action en dehors du monde de l'école » et des partenariats, notamment dans le cadre de projets de recherche en sciences participatives avec l'ULB et l'UCL. L'idée principale est de les former à pouvoir poursuivre des études supérieures ou des formations plus courtes (permaculture, maraîchage, apiculture, etc.). Certains de nos anciens et anciennes élèves se sont lancés dans divers bacheliers en agronomie, en écologie sociale, en gestion de l'environnement urbain ou encore en architecture des jardins.

En hautes écoles : le bachelier « conseiller-e en développement durable »

Le bachelier « Conseiller-e en développement durable » est proposé dans la catégorie économique. Ce positionnement permet de créer un cursus offrant une formation de gestion axée spécifiquement sur les nouveaux besoins de l'entreprise et de l'entrepreneuriat en matière d'économie sociale et environnementale. Le projet présenté résulte en effet du constat qu'il est aujourd'hui nécessaire, pour les entreprises publiques comme pour les entreprises privées, de gérer leurs projets en intégrant les trois piliers du développement durable (environnemental, social et économique).

¹Objectifs de développement durable

Les Masters : une sélection éclectique des Universités belges francophones et néerlandophones

Master en sciences et gestion de l'environnement

Le mot de l'étudiante : entrevue avec Sonya Franck, post-universitaire en gestion de l'environnement.

J'ai choisi ce Master parce que j'ai toujours eu une affinité avec l'environnement. Ce Master est un master orphelin, c'est-à-dire qu'il n'est pas dans la continuité d'un bachelier ; ce qui permet un accès à des étudiant-es d'autres spécialités. Le contenu propose une approche environnementale étendue, c'est une plus-value mais également un inconvénient, car j'ai eu l'impression d'apprendre une quantité importante de savoirs mais je n'ai pas eu la chance de me spécialiser dans un domaine en particulier. Les options ont permis cependant de garantir une certaine forme d'orientation. Pour ma part, les cours de psychologie de l'environnement et de genèse des ressources ont été influents dans mon parcours. La possibilité offerte de faire un stage est aussi un atout. La difficulté de trouver un emploi après le Master est liée au fait que ce master est assez vaste et qu'il existe un panel d'emploi qui touche de près ou de loin à l'environnement. Pour ma part, je débute depuis peu une carrière chez Tournesol, une asbl qui fait de la sensibilisation à l'environnement pour les enfants. Je suis heureuse de pouvoir combiner les compétences d'éducation et d'enseignement de mon bachelier et mes connaissances environnementales de mon master.

Master international en biodiversité et environnements végétaux

Ce Master international vise à former des expert-es (aussi bien dans le cadre théorique qu'appliqué) dans les domaines de la biodiversité et des environnements végétaux tropicaux.

Master complémentaire en durabilité de l'eau

L'objectif principal de ce programme d'études interdisciplinaire est la formation de spécialistes des technologies de l'eau et des solutions basées sur la nature avec une compréhension approfondie de la gestion intégrée de l'eau, des derniers développements dans le secteur de l'eau et des problèmes mondiaux de l'eau.

Et du côté du CJC ?

De nombreuses organisations membres proposent des projets pour et par les jeunes dont la mission est aussi de (se) former à l'écocitoyenneté. Parmi nos organisations, des projets durables et écosensibles sont menés depuis plusieurs années de façon transversale. À titre d'exemples, Les Guides et Les Patros ont lancé il y a quelques années une politique pour des camps plus « verts » et Déclit en perspectiveS aborde l'économie sociale au cœur de ses projets.

Ludovic Emmada
CJC



À distance, mais ensemble

Le Focus CJC aborde la cohésion d'équipe après des mois de télétravail, mais qu'en est-il de la cohésion lors des confinements ?

Le CJC a pu tester plusieurs moments d'équipe en distanciel, comme des après-midi jeux animées par des membres de l'équipe, des séances de yoga, des rendez-vous « Le saviez-vous » où celles et ceux qui le désiraient partageaient une anecdote ou une information insolite récemment apprise.

Parmi ces nombreuses initiatives, l'équipe du CJC a pu expérimenter l'application « Ma Petite Planète » (MPP). Ma Petite Planète est un challenge par équipes proposant des défis écologiques à réaliser pendant trois semaines. Le CJC a toujours eu une conscience écologie bien développée, pour preuve le calendrier rempli de défis écologiques envoyé comme carte de vœux en 2020, ou encore les dossiers du Phylactère qui ont été dédiés à l'environnement et à l'écologie en 2021. Mais qu'en est-il au niveau des pratiques personnelles de l'équipe ? Nous avons décidé de nous lancer ensemble dans ce défi en phase avec les valeurs du CJC. Deux équipes se sont défiées grâce à des challenges individuels rapportant des points. Au-delà de cette « compétition », l'équipe a pu se partager ses trucs et astuces, s'encourager, et se motiver pour de nouvelles habitudes écologiques. Après trois semaines de compétition, des

dizaines de défis relevés, l'équipe du CJC a réussi à se placer 121 sur plus de 500 équipes. Mais l'équipe a-t-elle modifié durablement ses habitudes ?

Nous n'allons pas embellir la réalité... Pour certain-es, la magie n'a pas opéré. Pour d'autres, le bilan est plutôt positif : certain-es ont arrêté de consommer du poisson, ont gardé l'habitude du « lundi végétarien », débranchent leur appareils électroménagers la nuit, ont opéré une réduction des déchets ménagers durable, font plus de déplacements à vélos ou encore font leurs produits ménagers maison. Les petits gestes s'accumulent et les habitudes s'installent. Il faut également remarquer qu'il y a des défis effectués en juin qui font toujours effet : les plantes aromatiques plantées dans nos jardins ou sur nos balcons, les nichoirs et mangeoires dont profitent pleinement les oiseaux cet hiver... Au final, ce jeu fait partie des nombreuses initiatives qui ont permis de garder une dynamique d'équipe, et de continuer à se mobiliser ensemble pour le climat malgré la distance.

Estelle Namur
CJC



Il y a une différence entre connaître le chemin et arpenter le chemin

Si j'ai choisi la réplique de ce - déjà vieux - film (Matrix) pour vous raconter mes aventures jusqu'au RCR, c'est parce qu'elle illustre mon fil rouge : l'émancipation individuelle par l'action collective.

Je l'ai d'abord pratiquée pour moi-même, l'émancipation par l'art. Inspiré par le Festival Babel, je deviens metteur en scène avec l'envie de raconter des histoires où on peut se dépasser. animateur socio-culturel, j'ai, ensuite, aimé plus encore m'appuyer sur l'art pour pousser jeunes et moins jeunes à prendre leur place.

Avec l'OJ/ONG SCI¹, j'ai roulé ma bosse sur plusieurs continents et rencontré des gens formidables... Dans un monde qui ne va pas bien. Pour tenter de faire advenir cet autre monde qui serait possible en faisant quelque chose qui me parle, j'ai créé un "serious game" (Le SUDESTAN) : un jeu où découvrir la vie d'un ministre de PVD² pris à la gorge par une dette illégitime. Un étudiant me fit un jour ce magnifique compliment : j'ai mieux compris avec ton jeu qu'avec mes cours.

Mon fil rouge ? Simuler pour stimuler, donner à "goûter" pour comprendre avec son ventre et son cœur. Car s'il y a une différence entre connaître et parcourir le chemin, c'est qu'arpenter un chemin nous transforme autant qu'il le transforme.

Après l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire, j'ai envie de terrain, j'embrasse les approches communautaires en contexte psychosocial. En français, ça veut dire que je soutiendrai des mineur-es étranger-es non-accompagné-es dans leur recherche d'une place épanouissante dans notre société.

¹Service Civil International

²Pays en voie de développement.



Dix ans plus tard, c'est un double ras-le-bol qui m'amena au RCR. Ras-le-bol de recoller les pots cassés d'une société qui produit parfois les malheurs de ses citoyen-nes et de celles et ceux qui veulent le devenir. Ras-le bol d'exécuter les ordres parfois absurdes d'une hiérarchie déconnectée de son terrain. Je veux tenter de changer.... La matrice.

Je les pratiquais déjà informellement depuis longtemps, mais ces dernières années, j'ai découvert avec émerveillement que ce à quoi j'aspire porte des noms bien rodés : intelligence collective, gouvernance partagée, initiative et participation citoyenne.

Voilà l'arsenal avec lequel au RCR on pense qu'il ne s'agit plus de changer le monde, mais d'accompagner l'effondrement d'un modèle de société qui scie la branche sur laquelle il est assis. C'est un peu inquiétant, mais si je m'amuse toujours autant, c'est qu'ici, on est convaincu qu'inventer et essayer les milliers de solutions citoyennes qui émergent pour vivre ensemble, produire, consommer, échanger et partager autrement, nous permettra d'atterrir dans un monde bien moins sordide que celui que nous allons devoir quitter.

Michaël Damman
Coordinateur du RCR



Parole aux membres

Gouvernance partagée, voyager vers une nouvelle culture d'équipe

Le Tilt, Terrain Interactif Ludique pour tous et toutes, est un espace culturel d'expérimentation qui invite les jeunes entre 3 et 15 ans à la découverte d'elles et d'eux et du monde. Si l'objet social du Tilt est d'emmener les enfants en voyage, l'asbl a elle aussi fait le choix d'un voyage collectif, celui de cheminer vers une gouvernance plus horizontale. Ce choix s'est posé après plusieurs années de pratiques hiérarchiques «classiques» : coordinatrice et employé-es. C'est en 2015, avec la découverte du livre de Frédéric Laloux "Reinventing Organizations", une étude qui propose un nouveau paradigme de gestion non hiérarchique basé sur la collaboration que la question du changement se pose. L'équipe enclenche alors un processus formatif accompagnée du RCR, ASBL également membre du CJC.

Cette démarche, que l'équipe nommera alors la "nouvelle gouvernance", va de pair avec l'apprentissage et l'appropriation des outils d'intelligence collective (élection sans candidat-e, gestion par consentement ou sans objection, chapeaux de Bono, pratique de réunion en cercle, etc.). Ceux-ci permettent de développer des capacités d'autogestion et de découpler avec créativité la diversité des solutions. Ils favorisent la coopération en créant un climat de sérénité et de confiance par le développement de procédures propres au Tilt.

Six ans et des dizaines de réajustements plus tard, la gouvernance partagée que nous vivons au quotidien nous paraît assez solide pour que nous ayons l'envie de partager nos compétences, savoir-être et savoir-faire à travers un module de formation d'introduction à la gouvernance partagée. Ce module est destiné à n'importe quelle équipe qui se sent prête à questionner sa gouvernance, et à la faire évoluer vers plus d'écoute, de confiance, de responsabilisation et de collaboration.

Si la gouvernance telle qu'elle est vécue au Tilt ne se veut pas un système reproductible à l'identique, il a la volonté d'être partagé et discuté, pour, nous l'espérons, laisser place au dialogue sur les rapports de force, voire de domination que cachent certaines dynamiques d'équipes, et amorcer des pistes de changement.

Depuis une dizaine d'années, des initiatives émergent pour développer la participation citoyenne. La souveraineté individuelle, l'empathie ou encore la co-responsabilité, sont des principes constitutifs de la gouvernance partagée, et irriguent ces initiatives. Ces principes peuvent-ils servir de boussole pour donner une direction à une transition institutionnelle et in fine démocratique ? À minima, nous aimons croire qu'ils permettent de tisser un fil rouge entre transformation des organisations et transformation démocratique.

Julie Burton

Co-coordinatrice du Tilt

Plus d'informations ici :

<https://www.letilt.be/non-classe/activites-pour-adulte>

Les patronnés en route pour le Congrès 2022

L'année 2021-2022 s'annonce exceptionnelle pour le Patro. En effet, les patronné-es vont se mobiliser pour penser à l'avenir du Mouvement. Comment ? En participant au Congrès 2022 le 30 avril prochain sur le thème "Vivre la démocratie" !

"Vivre la démocratie" : qu'entendons-nous par-là ?

Pour le Patro, vivre la démocratie c'est :

- choisir et prendre des responsabilités ;
- évaluer et s'évaluer ;
- prendre des décisions ;
- donner son avis sur le Mouvement ;
- être élu-e pour représenter un groupe.

Et finalement, tout ça c'est aussi être un animateur ou une animatrice !

De quoi vont débattre les cadres locaux, régionaux et fédéraux durant cette année de Congrès ?

1. L'émergence à travers des Forums Ouverts

De septembre à décembre 2021, les équipes de cadres locaux se sont réunies par région, lors de Forum Ouverts. Deux grandes questions y étaient abordées :

- Être animateur ou animatrice, ce n'est pas rien ! Et toi, qu'est-ce qui te motive ou t'empêche de vivre ton rôle ?
- La démocratie au Patro évolue. Comment la vis-tu à ton niveau (local, régional, fédéral) ?

-> Que souhaiterais-tu questionner, améliorer ou carrément bousculer !

Le but ? Faire émerger des sous-thématiques en lien avec la démocratie au Patro et le rôle de l'animateur et animatrice. Ils seront alors traités le 30 avril, lors de la phase de convergence !

2. Le Congrès : la convergence

Le jour J ! Les équipiers locaux, régionaux et fédéraux identifieront des pistes d'amélioration et des actions concrètes pour l'avenir du Patro, toujours autour de la thématique « Vivre la démocratie ».

3. La phase de validation

En septembre 2022, en fonction des actions proposées lors du Congrès, les animateurs, animatrices et les instances régionales et fédérales, les valideront.

Une co-construction collective

"Vivre la démocratie" n'est pas qu'une thématique, c'est également un fil conducteur ! Du choix du thème au processus des votes finaux, des démarches participatives sont pensées afin que chacun-e se sente accueilli-e et entendu-e.

En quelques mots

Le Congrès, c'est :

- La plus grande instance de décision du Patro,
- 800 animateurs et animatrices qui donneront leur avis le jour-J ;
- Une journée et une soirée patro fédératrices ;
- Des échanges, des idées, des projets...
- 140 bénévoles dans l'organisation ;
- 2 ans de préparation ;
- Des répercussions sur tout le Patro, maintenant et pour les années à venir.

Vous l'aurez compris, le Congrès se déroule sur l'année avec un moment phare le 30 avril prochain. Notre jeunesse se mobilise pour repenser la démocratie, mais aussi pour proposer des pistes concrètes d'amélioration. Des pratiques que chacun-e rapportera dans son quotidien de citoyen-ne et participera ainsi à l'évolution d'une société plus démocratique.

Pour suivre le déroulement de cette année de Congrès, rendez-vous sur <https://patro.be/congres-2022/>

Dornaz BEIGI

Chargée de communication

Bons tuyaux

RETROUVEZ LE MUSÉE DU CAPITALISME // EXPOSITION

Le Musée du Capitalisme s'arrête à Charleroi au Bois du Cazier, du 11 janvier au 22 février 2022.

Rejoignez-les pour découvrir l'ensemble de leurs activités et surtout venez visiter le musée dans un lieu chargé d'histoire ! Les places coutent 3,5 euros avec réservation (via le site de l'EDEN Charleroi) et 8,5 euros sans réservation.

BULLE D'AIR // PODCAST

« Bulle d'air » est le nouveau podcast de la Plateforme francophone du Volontariat qui raconte le lien entre le bénévolat et les émotions. Celui-ci vous offre les paroles de bénévoles, de leurs responsables et d'autres expertes. Des partages de souvenirs récents et d'histoires. Des pépites brèves et cinq épisodes autour de cinq émotions. Enthousiasme, inquiétude, étonnement, frustration, joie... Des expériences qui touchent et nous lient même à distance. Des hauts et des bas qui donnent des idées pour mieux prendre soin de son engagement. Des anecdotes qui redonnent de l'énergie et font sourire malgré nos liens sociaux chamboulés... Une bulle d'oxygène pour tisser des liens et donner du sens à notre quotidien ! [Retrouvez-le sur levolontariat.be](https://www.levolontariat.be).

AITO HARMONIA // DOCUMENTAIRE

Le documentaire « [Aito Harmonia](#) » de Gratte est maintenant disponible sur Youtube !

Il a été diffusé sur la RTBF avant la grande soirée de Cap 48 et a été également projeté deux fois lors du «The extraordinary film festival» (Teff - Namur). Si vous ne l'avez pas encore vu, voici le synopsis :

« Un groupe inclusif de douze jeunes adultes dont cinq jeunes en situation de handicap mental se lance dans une aventure hors du commun : partir à la découverte de la Laponie ! Pendant dix jours dans cet environnement atypique, ils devront sortir de leur zone de confort, apprendre à se faire confiance et à rester soudés les uns aux autres, malgré leurs différences. C'est dans un but rassembleur et un véritable dialogue que ce projet prend place : créer des rencontres pour permettre à chacun de déconstruire les stéréotypes et d'expérimenter le vivre ensemble. Osons parler sans tabou de la différence, prouvons à grande échelle que l'inclusion est à portée de main et enfin, espérons-le, inspirons d'autres projets inclusifs similaires ».

Formations Laby

LABY EMPLOI DANS VOTRE OJ // 1 ET 10 FÉVRIER 2022

Vous assumez des responsabilités en lien avec l'emploi dans votre structure et vous souhaitez en affiner la connaissance. Cette formation aborde notamment le b.a.-ba des différents systèmes de subventions à l'emploi et se propose de vous guider dans les obligations légales liées à ces systèmes.

LABY SECTEUR J : LES PREMIERS PAS // 17 ET 24 FÉVRIER 2022

Vous êtes nouveau dans le secteur ? vous aimeriez avancer dans le labyrinthe institutionnel avec plus d'assurance. Cette formation vous offre l'opportunité de découvrir le secteur J, l'environnement institutionnel dans lequel il s'imbrique et de faire connaissance avec votre fédération et les nouveaux arrivants des autres organisations membres.

LABY ART DE LA NÉGOCIATION // 22 ET 29 MARS 2022

Vous participez à des négociations sectorielles ou politiques et vous désirez affiner votre stratégie de négociation. Cette formation vous propose de faire le point sur les différentes techniques possibles et d'élaborer de nouvelles stratégies en fonction de votre posture et celle de votre interlocuteur.

LABY ART DE LA COMMUNICATION // AVRIL 2022 (DATE À DÉTERMINER)

Vous avez la charge de communiquer pour votre association et de faire rayonner ses projets au-delà de ses murs. Cette formation vous propose de consolider vos connaissances et de développer de nouvelles techniques communicationnelles. Evolutive, elle répond aux besoins du moment !

Pour rappel, la Laby Volontaire de gestion et la Laby Lab sont disponibles sur demande !

[Plus d'informations sur www.cjc.be](https://www.cjc.be)

L'info autrement

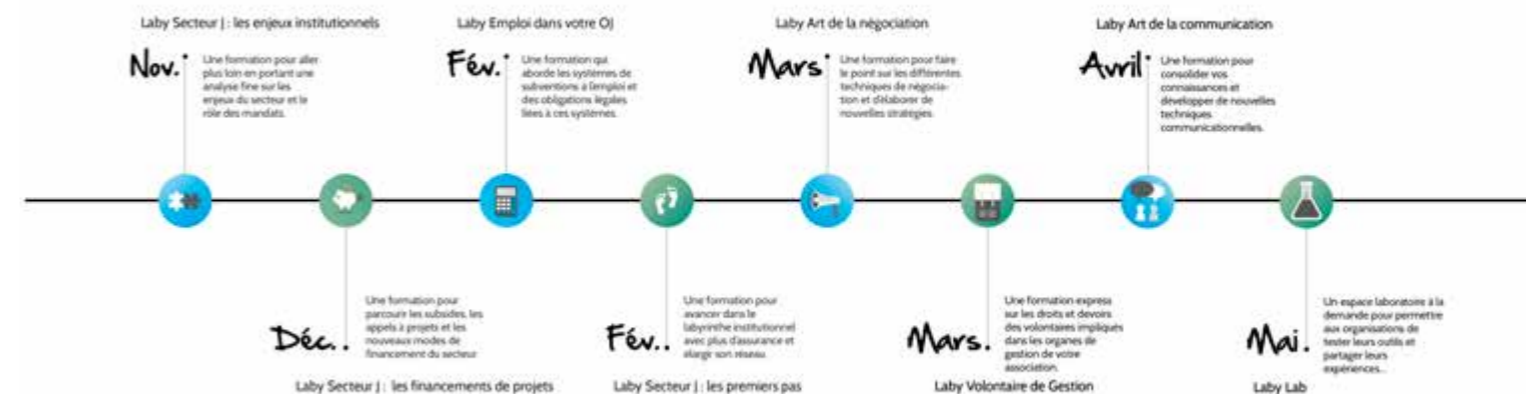
TOPS

L'équipe Commu-Péda a pu rencontrer certains membres lors de la tournée de distribution des cartes de vœux.

La reconnaissance du Musée du Capitalisme en tant qu'Organisation de Jeunesse.

FLOP

Les annulations d'activités suite aux nouvelles mesures.



Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Le Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC) regroupe 25 associations œuvrant dans le domaine de la Jeunesse.



CONTACT
Conseil de la Jeunesse
Catholique
Rue des Drapiers 25
1050 Ixelles
02 230 32 83
cjc@cjc.be
www.cjc.be

Pour suivre l'actualité des Organisations de Jeunesse, rendez-vous sur la plate-forme

ORGANISATIONS DE JEUNESSE.be
Plate-forme associative des Organisations de Jeunesse

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
de la Région wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale.